Congés des contractuel·les de l'ESR

Comme les fonctionnaires titulaires de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), les contractuel·les de la fonction publique ont droit à des congés pour motifs personnels ou professionnels. Faire respecter ce droit est d'autant plus crucial qu'ils ne profitent pas de la protection du statut.

Par le secteur
AGENTS NON TITULAIRES

PRINCIPE GÉNÉRAL

Les contractuel·les de la fonction publique ont droit à des congés annuels comme les fonctionnaires, ainsi qu'à une indemnité compensant les congés non pris à la fin d'un CDD, en cas de démission ou de licenciement (sauf pour faute disciplinaire).

Elles et ils peuvent également bénéficier de congés pour convenances personnelles, pour création d'entreprise, pour suivre une formation ou pour une validation des acquis de l'expérience, pour l'arrivée d'un enfant (maternité, paternité, adoption, naissance, accueil de l'enfant), pour les aléas de la vie et la solidarité (soins à un proche, élever un enfant, présence parentale), ou pour suivre un conjoint déménageant pour raisons professionnelles.

VERS LA VOIE STATUTAIRE

Un congé non rémunéré peut être accordé à un·e contractuel·le pour lui permettre de suivre une préparation à un concours d'accès à la fonction publique ou assimilé (militaire, magistrat, fonction publique internationale). Le congé est accordé pour la durée du cycle préparatoire du stage ou de la scolarité, et est renouvelé automatiquement s'il y a prolongation. En cas de réussite au concours, la titularisation met fin au contrat, sans indemnité ni préavis. En cas d'échec ou de non-titularisation, le ou la contractuel·le est réemployé·e sur son emploi précédent, pour la durée (déterminée ou non) du contrat restant à courir, ou sur un emploi similaire assorti d'une rémunération équivalente.

LES PROBLÈMES SPÉCIFIQUES DE L'ESR

Dans l'ESR, les congés des enseignant·es-chercheur·ses et des autres enseignant·es exerçant dans l'enseignement supérieur, dont les contractuel·les, sont régis par la circulaire de la DGRH A1-2 sur les congés légaux des enseignants-chercheurs et des autres enseignants exerçant dans l'enseignement supérieur*.

Cette circulaire prévoit deux modes de calcul pour prendre en compte des congés dans un service annuel, le plus avantageux des deux devant s'appliquer :

- si un tableau de service prévoyant les jours d'enseignement a été établi et que certaines heures tombent pendant un congé, elles sont réputées faites ;

- en l'absence de tableau prévisionnel, le nombre de semaines de congé est multiplié par le temps moyen d'enseignement hebdomadaire (calculé en divisant le service annualisé par le nombre de semaines d'enseignement voté par le conseil d'administration de l'établissement) et le résultat est déduit du service annuel.

Dans les faits (usages et habitudes, méconnaissance, etc.), cette circulaire n'est pas toujours appliquée et les contractuel·les (comme les titulaires d'ailleurs) sont privé·es de leur congé car contraint·es de rattraper leurs cours. À défaut d'existence d'une autre réglementation, le SNESUP-FSU œuvre dans les établissements pour que les modalités prévues dans cette circulaire soient appliquées.

Le bon respect de ces droits à congés est donc essentiel pour réduire la charge de travail face à des situations spécifiques, qu'elles soient personnelles ou professionnelles. Malheureusement, dans la perspective d'un recrutement, les agent·es contractuel·les renoncent souvent à faire valoir ces droits en privilégiant la réalisation de leurs missions. C'est pourquoi certains contrats prévoient une prolongation de la durée de l'interruption. À titre d'exemple, l'article 8 du décret du 23 avril 2009 a amélioré la prise en compte des congés pour les doctorant·es en ce sens que toutes les périodes d'arrêt-maladie ou de congé maternité sont reportées et décalent d'autant la date de fin de contrat. ■

Dans la perspective d'un recrutement, les agent·es contractuel·les renoncent souvent à faire valoir ces droits.

CONGÉ DE MATERNITÉ DES CONTRACTUELLES

Le cas du congé de maternité est spécifique : pour les titulaires, il retire la moitié du service annuel. Cette règle devrait aussi s'appliquer aux contractuelles. Pour éviter que des établissements causent des difficultés, le SNESUP-FSU propose un modèle de délibération à faire adopter par leur conseil d'administration.

* <https://www.snesup.fr/circulaire-ministerielle-2012-sur-les-conges>.